



Stage de « remise à niveau » analyse et consignes du SNUipp 70

Les stages de « remise à niveau » aux vacances de Pâques ont été un échec :

- Peu de maîtres volontaires,
- Très peu d'élèves concernés,
- Des « centres » éloignés des familles,
- Des élèves refusés, d'autres qui n'ont pas pu s'y rendre à cause de l'éloignement,
- Par endroit une fréquentation aléatoire et très faible,
- Souvent à la place de l'aide individualisée promise, des exercices collectifs, parfois sans rapport avec les difficultés pointées par les maîtres,
- ...

La situation semblait globalement si catastrophique qu'en Haute-Saône, l'administration a renoncé à en faire le bilan.

**Pourtant le ministre persiste à vouloir relancer l'opération pour juillet et août 2008.
Ce qui montre bien qu'il s'agit d'un choix idéologique
sans rapport avec les résultats réels du dispositif.**

**23 millions d'euros ont été débloqués
afin de payer les enseignants en heures supplémentaires.
Cette somme correspond à la création de plus de 700 postes d'enseignants...**

Ce n'est pas en allant vers moins d'école pour tous et des dispositifs spéciaux hors du temps de l'école pour les plus fragiles que l'on résoudra l'échec scolaire. Les élèves visés par ces stages sont également ceux qui seront sollicités dans le cadre des deux heures libérées par la suppression des cours du samedi matin.

Le SNUipp considère que la nécessité de faire réussir tous les élèves à l'école passe par de toutes autres mesures : plus de maîtres que de classes, des réseaux d'aide complets et en nombre suffisant, le développement du travail en équipe, la baisse des effectifs par classe (en France la moyenne d'élèves par classe est plus importante que dans la plupart des pays européens), une formation continue de qualité...

Alors que, les enseignants dénoncent inlassablement leur surcharge de travail, le Ministre à travers ce dispositif va accroître le travail des directeurs d'école, des maîtres de CM1 et CM2 sans moyen ni compensation financière.

Accepter ce dispositif, ce serait :

- admettre que nous acceptons d'être mal payés (puisque l'on accepte le principe des heures supplémentaires pour compenser) alors qu'il nous faut continuer à nous battre pour le pouvoir d'achat de tous,
- admettre l'idée largement répandue que les enseignants ont trop de vacances (puisque'ils acceptent de travailler pendant),
- admettre que par un coup de baguette magique avec 45 heures de stage (3 X 15h) on va résoudre, même partiellement, l'échec scolaire de 15% d'élèves,
- admettre à terme la disparition des RASED,
- admettre que les suppressions de postes puissent être compensées par des heures supplémentaires.

C'est pourquoi le SNUipp appelle l'ensemble des enseignants :

- à ne pas entrer dans ce dispositif, à en discuter collectivement en conseil des maîtres,
- à ne pas fournir de listes d'enfants,
- à ne pas renseigner de bilans de compétences spécifiques,
- à ne pas inscrire ce dispositif dans le projet d'école.

Le SNUipp considère que les directeurs, dont la charge de travail ne cesse de s'accroître, n'ont aucune responsabilité à prendre dans l'organisation de ces activités hors temps scolaire.

Le SNUipp réaffirme que l'aide aux élèves en difficulté doit rester une priorité mais qu'elle mérite une autre considération que des effets d'annonce.

Le SNUipp revendique des moyens pour une politique ambitieuse en faveur de l'école, de tous les élèves, avec de meilleures conditions de travail pour tous.